

Bergsten C. Fred et Cline William R. *Trade Policy in The 1980s*.
Washington (DC), Institute for International Economics, Coll.
« Policy Analysis in International Economics », no 3, 1982, 88 p.

Roger Dehem

Volume 15, numéro 4, 1984

La crise des relations internationales : vers un bilan

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701763ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701763ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dehem, R. (1984). Compte rendu de [Bergsten C. Fred et Cline William R. *Trade Policy in The 1980s*. Washington (DC), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analysis in International Economics », no 3, 1982, 88 p.] *Études internationales*, 15(4), 940–941. <https://doi.org/10.7202/701763ar>

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

BERGSTEN C. Fred et CLINE William R. *Trade Policy in The 1980s*. Washington (DC), Institute for International Economics, Coll. "Policy Analysis in International Economics", no. 3, 1982, 88 p.

Cette plaquette de quelques quatre-vingts pages est d'un intérêt exceptionnel, du fait qu'on y fait le point, d'une façon intensive et extensive, de l'état actuel des relations commerciales internationales. Elle émane de l'*Institute for International Economics*, organisme de recherches de grand calibre créé en 1981. Le présent rapport synthétise les contributions d'un groupe d'experts à un colloque tenu en juin 1982. Il se compose de deux volets : les problèmes commerciaux dans la décennie actuelle, et les conséquences à en tirer pour les politiques économiques.

Alors que jusqu'à il y a peu d'années, l'opinion commune se complaisait dans les réalisations du GATT et les progrès spectaculaires du commerce mondial acquis sous son égide, des inquiétudes se sont exprimées depuis la dernière récession au sujet d'une recrudescence de pratiques protectionnistes. Mais celles-ci n'avaient pas encore fait l'objet d'études systématiques. Le présent rapport comble largement cette lacune, en ce qu'il y est fait un inventaire bien analysé des violations à l'esprit et à la lettre du GATT. Il y est démontré que ce dernier est en voie d'être dépassé ou débordé par le comportement des gouvernements mus par leurs propres groupes de pression.

La récession récente aurait brisé l'élan du progrès des échanges internationaux, et il y aurait lieu de craindre un véritable enlisement du commerce dans un marais de nouveaux procédés protectionnistes. Le rapport rend compte des principaux courants protectionnistes depuis 1977, en particulier dans le textile, l'acier, l'automobile et l'agriculture.

Le nouvel égocentrisme des nations est expliqué principalement par les problèmes sociaux causés par la récession mondiale. Aux États-Unis, une raison supplémentaire impor-

tante serait la surévaluation du dollar, consécutive à une politique monétaire anti-inflationniste.

Le code de bonne conduite, en quoi consiste essentiellement le système du GATT, aurait souffert de l'émergence de la Communauté économique européenne comme bloc conscient de sa puissance dans l'arène politique mondiale. Alors que les règles du GATT pourraient être plus contraignantes si les États-Unis pouvaient exercer davantage leur hégémonie, l'entrée en jeu de la CEE, puis du Japon comme puissance industrielle ambitieuse, fait que les règles du code sont de plus en plus violées ou contournées sans qu'un pouvoir politique quelconque puisse intervenir pour sanctionner les contrevenants ou prévenir les abus.

Le tiers-monde est un autre sujet de perturbations dans l'ordre international, à la fois du fait de la tendance naturelle au protectionnisme dans les nouvelles nations, et à la suite des dislocations causées par l'irruption de courants d'échange nouveaux de la part des pays en développement rapide.

Le problème des clauses de sauvegarde est abordé, ainsi que celui des « sauvegardes contre les sauvegardes » (p. 37). Il est question, en outre, des modes d'assistance à l'ajustement, de la libération du commerce des services, de celui de la haute technologie, ainsi que de l'harmonisation des régimes régissant l'investissement étranger.

Le constat de la dégradation de l'ordre commercial international est suivi d'un ensemble de recommandations en vue d'arrêter le processus en cours et de donner une impulsion nouvelle à l'intégration internationale. Il s'agirait avant tout d'aboutir à un moratoire sur les mesures de protection, à un jumelage des règles commerciales et des principes de l'ordre monétaire (prévention de sur ou de sous-évaluations de devises), et d'un renforcement du GATT. Il est proposé que ce dernier acquiert un statut analogue à celui du FMI, et qu'il soit doté de pouvoirs suffisants pour redresser l'ordre commercial et le préserver contre les pratiques nationales abusives.

Les propositions sont inspirées d'un esprit internationaliste très légitime et clairvoyant. Leur opposer un scepticisme pur et simple serait de mauvais aloi. Toutefois, l'on voit encore mal comment faire prévaloir des règles d'intérêt commun face non seulement aux droits acquis de groupes de pression puissants (agriculture, acier, textiles, etc.), mais aussi face à des panacées généralement en vogue, telles que l'utilité de « politiques industrielles », que les auteurs récusent avec raison.

Concluons en soulignant encore une fois le grand intérêt de cette synthèse à la fois fondamentale et actuelle de problèmes très graves.

Roger DEHEM

*Département d'économique
Université Laval, Québec*

GROU, Pierre. *La structure financière du capitalisme multinational*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1983, 276 p.

L'infinie complexité de ce sujet n'est pas douteuse, en raison à la fois de la pénurie de renseignements et de l'enchevêtrement des structures propre aux firmes multinationales. Les FMN, par suite de leur expansion phénoménale depuis 1965, ont certes déjà fait l'objet de nombreuses études. Celle de l'économiste P. Grou analyse la structure financière des 500 premières FMN au monde pour dégager non seulement les rapports de propriété, mais aussi pour préciser les comportements et les stratégies indissociables des modalités de financement.

Partant de la structure de capital, de la stratégie de croissance externe (fusions, absorptions, prises de participation) et de la structure d'endettement, l'auteur aboutit à l'établissement du concept de profil financier. La typologie des profils financiers des groupes industriels révèle une hiérarchie définie en fonction de l'autonomie: groupes à autonomie de financement, groupes intégrés à des groupes financiers et groupes étatiques appartenant aux capitalismes retardataires.

La première partie traite de la structure du capital des FMN. Les diverses notions de contrôle sont tout d'abord présentées. Émise par Berle et Means en 1932, l'hypothèse du contrôle managérial est reprise et modifiée par Burnham en 1941 et Galbraith en 1968. Le contrôle financier repose sur la thèse du capital financier, issu de la fusion du capital bancaire et du capital industriel. Le contrôle oligarchique consacre le maintien de la domination familiale. L'auteur se donne pour objectif d'intégrer la lacune relative au contrôle étatique, négligé jusque-là.

Il est ensuite amené à s'interroger sur la coïncidence, dans les années 1960, du processus de multinationalisation des firmes avec, en premier lieu, le début de la période de crise économique consécutive à la baisse de rentabilité ainsi que le ralentissement de la productivité et de la croissance, et, en deuxième lieu, l'annonce de la « troisième révolution industrielle », fondée sur les énergies nouvelles, l'électronique, la télématique, la biochimie. Cette question ne reçoit pas vraiment de réponse concluante.

De 1965 à 1978-1980, l'évolution de la structure du capital des FMN laisse apparaître trois grandes tendances: l'accroissement des liaisons financières entre firmes, la multiplication des liaisons financières en provenance des institutions financières privées ou publiques (comme gérantes de fonds et comme propriétaires du capital), et la dilution de la propriété individuelle.

Afin d'apporter des éclaircissements au sujet du contrôle, la deuxième partie aborde l'analyse du mode d'appropriation du capital et la dynamique du capitalisme multinational. Parallèlement à leur centralisation, la concentration des capitaux s'est accélérée depuis 1965. Elle peut naître de la croissance interne ou externe. Les groupes multinationaux forment alors un espace multinational superposé à l'espace non multinational, traduisant ainsi la désarticulation du même ensemble géographique.

Dans les rapports entre intermédiaires financiers et industries, on note la montée des investisseurs institutionnels (départements de